

Les 4 ex-otages français détenus par Aqmi au Sahel de retour en France



Thierry DOL, Daniel LARRIBE, Pierre LEGRAND, Mar FERET (de gauche à droite)

Les ex-otages français ont quitté le Niger

NIAMEY (Reuters), 30 octobre 2013 - Les quatre Français détenus par le groupe Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et libérés mardi à l'issue d'une opération menée par les autorités nigériennes ont quitté Niamey mercredi matin par avion pour Paris.

Un correspondant de Reuters sur place à l'aéroport a vu les quatre hommes embarquer à bord d'un appareil du gouvernement français, accompagnés des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian et Laurent Fabius.

"Je suis très heureux, très content. C'était très difficile, mais c'était une épreuve d'une vie", a déclaré Thierry Dol, l'un des ex-otages.

Laurent Fabius a indiqué que les quatre hommes étaient encore en état de choc, après plus de trois ans de détention.

"Ils ont pris une douche, on a dîné ensemble. Ils ont passé une bonne nuit, mais sur le sol, ils n'arrivent pas à dormir sur un matelas", a-t-il dit.



Reuters/Reuters - Le président nigérien Mahamadou Issoufou et les ministres français de la Défense Jean-Yves Le Drian (à gauche) et des Affaires étrangères Laurent Fabius, en compagnie des quatre otages français tout juste libérés après plus de trois ans de détention au Sahel. Pierre Legrand, Daniel Larribe, Thierry Dol et Marc Féret ont quitté Niamey mercredi matin par avion pour Paris. /REUTERS/ECPAD/EMA/Armée de Terre/ADC Thierry Munch

Les quatre otages français d'Arlit

AFP – 30/10/2013 - Thierry Dol, Daniel Larribe, Pierre Legrand et Marc Féret, les quatre otages français libérés mardi, avaient été enlevés à Arlit (nord du Niger), site d'extraction d'uranium le 16 septembre 2010. Leur enlèvement avait été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

- Thierry Dol: 32 ans, originaire du François, en Martinique et installé en métropole, est ingénieur travaux chez Vinci constructions. Issu d'un milieu modeste, il est fils unique. Il devait rentrer s'installer en région parisienne quand il a été enlevé, sa mission en Afrique de l'Ouest étant sur le point de s'achever. Dans une vidéo enregistrée le 27 juin dernier, il déclarait "souffrir d'une maladie cardiaque qui nécessite l'accès à la médecine". Ses parents habitent la commune du François, en Martinique.

- Marc Féret: 46 ans, né à Aix-en-Provence. Durant son enfance et son adolescence, il a vécu une quinzaine d'années avec ses parents en Afrique où son père travaillait pour Areva dans des mines au Gabon et au Congo. Il a ensuite fait des études d'électromécanicien en France avant de partir travailler pour Vinci, à Madagascar et au Seychelles.

Marié à une Malgache, il est père de deux garçons, l'un de 13 ans et l'autre de trois ans qu'il n'a pas connu. Au moment de son enlèvement, il était employé chez Sogea-Satom (filiale de Vinci, sous-traitant du groupe nucléaire français Areva) sur le site d'extraction d'uranium d'Arlit. Sa mère et sa soeur, Christine Cauhapé, très active dans son comité de soutien, vivent à Velaux (Bouches-du-Rhône).

- Daniel Larribe: 62 ans, originaire de Saint-Céré (Lot). Grand habitué du continent africain depuis trente ans, il a travaillé pendant huit ans comme ingénieur au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) d'Orléans avant d'être employé par Areva.

Son épouse Françoise Larribe, enlevée avec les quatre Français en même temps qu'un Togolais et un Malgache, avait été libérée le 24 février 2011 alors qu'elle était malade. Elle habite actuellement à Mialet (Gard) et sa fille Maud étudie à Marseille. Leur autre fille vit à Alès (Gard). Mme Larribe avait

réclamé en mai aux autorités "des résultats" en lançant: "On approche des 1.000 jours de détention maintenant, ça suffit".

- Pierre Legrand: Agé de 28 ans, il est originaire de Couffé (Loire-Atlantique). Il a fait ses études dans un lycée nantais puis un BTS en alternance entre la Vendée et la région parisienne. Avec sa fiancée Marion Bondu, rencontrée lorsqu'ils étaient tous deux lycéens à Nantes, ils ont vécu d'abord en Vendée, puis en région parisienne.

Pierre Legrand travaillait pour une filiale de Vinci lorsqu'il a opté, au sein de cette entreprise, pour un VIE (Volontariat international en entreprise). C'est dans ce cadre qu'il est parti pour Imouraren (Niger), où se trouve une mine d'uranium d'Areva. C'est à Arlit, à 80 km de là, alors qu'il était en route pour passer des vacances en France, qu'il a été enlevé. Ses parents sont divorcés et il a un frère et deux sœurs.

Libération des otages français au Niger: pourquoi Paris a choisi la négociation ?



Le président François Hollande (G) et son homologue nigérien Mahamadou Issoufou au Palais de l'Élysée. Paris, le 15 novembre 2012. - REUTERS/Philippe Wojazer

RFI – 30/10/2013

La force n'a pas été utilisée, le gouvernement a choisi de négocier pour obtenir la libération des otages d'Areva. Négocier sans payer de rançon, conformément à la doctrine martelée par François Hollande au plus fort de l'opération Serval au Mali, négocier en utilisant la diplomatie et les réseaux. Les quatre Français, après une nuit dans une résidence de la présidence nigérienne sécurisée par la Garde présidentielle, sont actuellement dans l'avion qui les ramène en France. Ils seront accueillis par le président Hollande en fin de matinée à l'aéroport de Villacoublay en région parisienne.

Le ministre français de la défense, Jean-Yves Le Drian affirmait mardi soir, peu après la libération des otages, qu'il n'y avait pas eu d'assaut, qu'il n'y avait pas eu de versement de rançon non plus, mais une initiative nigérienne qui a permis cette libération.

Si la diplomatie et les réseaux ont payé cette fois-ci, cela ne signifie pas que la DGSE et les militaires français n'étaient pas impliqués dans l'opération, ne serait-ce que pour régler les derniers détails sur le terrain et assurer une couverture depuis le ciel au moment où les otages étaient libérés.

Mais le président François Hollande, qui avait sûrement toutes les options sur la table, a préféré la négociation à la méthode forte. On se souvient qu'en avril dernier c'est déjà l'option qui avait été choisie pour la libération de la famille Moulin-Fournier enlevée au Cameroun puis détenue au Nigeria. A l'époque c'est le président camerounais Paul Biya qui avait fait jouer ses contacts. Cette fois-ci c'est le président Mahamadou Issoufou.

Car évidemment il n'y a pas que la dimension opérationnelle dans une libération d'otages, il y a aussi des facteurs politiques et médiatiques et nul doute que le président Hollande ne voulait pas courir de risques. Quatre otages détenus séparément, habillés comme des Touaregs, donc difficilement identifiables dans un campement de nomades, c'était un scénario très compliqué pour imaginer une opération des forces spéciales visant à les libérer. Et puis on se souvient que les dernières tentatives de ce genre ont été des échecs : échec en Somalie pour libérer l'agent Français Denis Alex en début d'année, et assaut raté contre les ravisseurs en fuite d'Antoine de Léocourt et Vincent Delory enlevés au Niger en janvier 2011.

L'opération Serval a-t-elle constitué une pression sur les terroristes ?

François Hollande assure qu'il avait décidé d'utiliser tous les contacts possibles sur le dossier des otages ; que la guerre au Mali a pu suspendre certaines initiatives, mais qu'elles ont été immédiatement reprises ensuite.

On rappellera quand même que « retrouver les otages » était l'un des objectifs de l'opération Serval, qu'un nombre important de capteurs techniques étaient mobilisés pour leur recherches, mais qu'avant de s'attaquer aux sanctuaires terroristes dans l'adras des Ifogahs, l'armée française avait mené de discrètes reconnaissances à pied pour s'assurer que les otages n'étaient pas retenus dans les grottes utilisées comme place forte par les terroristes. On ne sait pas quel fut ensuite le lieu de détention des Quatre d'Arli. Leur dernier positionnement a été signalé à l'extrême-Nord-Est du Mali. « *La situation de ces groupes est beaucoup plus fragile aujourd'hui qu'il y a trois ans* » selon François Loncle, parlementaire socialiste, invité de RFI. L'opération Serval a-t-elle réellement mis en danger les groupes djihadistes au point que les ravisseurs ont décidé de relâcher les otages, en échange de leur sécurité. L'histoire le dira....

Mahamadou Issoufou, président du Niger, sur RFI : «Le plus important c'est que les otages soient libres »

Par Christophe Boisbouvier, RFI - mercredi 30 octobre 2013

«Nous sommes heureux que ces otages aient été libérés et nous sommes heureux d'y avoir contribué», c'est en ces termes que le président du Niger, Mahamadou Issoufou a salué la libération des otages. Sur l'antenne de RFI, il a souligné que ce résultat est le fruit du travail de son équipe **«qui a très, très bien travaillé»** et a rappelé que **«le 16 septembre 2010, quand ils ont été enlevés, nous avons senti cela comme une humiliation. Et depuis, le Niger s'est employé à créer les conditions de leur libération»**. Une façon selon lui de montrer que **«le Niger a apporté la preuve que ses services ont des compétences, que tous ses services ont un certain professionnalisme»**. Au micro de Christophe Boisbouvier, il revient sur le rôle du Niger dans cette libération.

Christophe Boisbouvier: Lors de la bataille des Ifoghas en janvier dernier, les familles ont eu très peur. Est-ce que vous aussi, vous n'avez pas craint de perdre les otages ?

Mahamadou Issoufou : Tout le monde a eu peur, parce qu'avec tout ce qui s'est passé, on craignait de les perdre. Heureusement on les a trouvés vivants. Et aujourd'hui ils sont libres. On vient de les accueillir à l'aéroport. Ils sont tous les quatre en bonne santé, et iront retrouver leurs familles dont ils sont séparés depuis plusieurs mois.

Mohamed Akotey est un membre éminent de la communauté touarègue du Niger. Est-ce que cela a facilité les négociations avec les ravisseurs qui étaient eux-mêmes, semble-t-il, des touaregs ?

Je pense que tous les Nigériens ont essayé d'apporter leur contribution à cette libération. Nous avons la chance d'avoir des professionnels, des gens consciencieux, grâce à eux, à leur travail, à leur sacrifice, nous avons pu parvenir à ce résultat. Ce n'était pas évident, parce que le travail a été fait

dans des conditions très difficiles. Mais le plus important c'est le résultat qui est là aujourd'hui et on ne peut que s'en féliciter.

Est-ce que vous pouvez nous confirmer que les ravisseurs de ces derniers mois étaient bien du côté d'Ansar Dine et de Iyad Ag Ghali ?

Oui, je pense que les ravisseurs sont bien connus, ils sont bien identifiés. Mais non, non, je ne vous confirme pas que c'est Ansar Dine ou Iyad Ag Ghali, mais je sais que ce sont des gens très proches d'Aqmi ou d'Aqmi même qui sont à la base de ces enlèvements.

Donc ils étaient toujours au Nord-Mali et vous avez réussi à les faire revenir au Niger, c'est cela ?

Exactement. Ils étaient au Nord-Mali. On a réussi à les récupérer, à les faire revenir au Niger.

Est-ce que vous pouvez nous dire à quel moment vous avez senti que, ça y est, les choses allaient se débloquer ?

J'ai senti cela il y a plusieurs mois, plusieurs semaines. J'ai toujours été optimiste. Surtout après les premiers contacts que nous avons eu, contacts à travers lesquels nous avons pu obtenir des preuves de vie. A partir de ce moment on est restés optimistes. On a poursuivi le travail et puis on a pu parvenir à ce résultat extrêmement important.

Donc la bonne surprise c'est la vidéo que les ravisseurs vous ont transmise. Je crois que c'était au mois de juin dernier. C'est ça ?

Je ne vais pas rentrer dans les détails de ce qui s'est passé. Le plus important c'est qu'on se réjouisse ensemble du résultat et de cette libération.

Et cette libération, justement, Monsieur le président, elle s'est passée quand exactement ? Aujourd'hui ? Hier ? Avant-hier ?

En tout cas, nous on les a récupérés aujourd'hui (mardi 29 octobre NDLR), donc c'est ça le plus important.

Ces dernières années, Monsieur le président, les otages passaient par Bamako ou par Ouagadougou. Aujourd'hui, ils passent par Niamey. Ce qui veut dire que le Niger a joué un rôle décisif. Qui a joué un rôle décisif dans les derniers moments ? Est-ce que ce sont plutôt les négociateurs français ou les négociateurs nigériens ?

Le plus important c'est que les otages soient libres. C'est ça qu'il faut noter. On n'entre pas dans des considérations par rapport aux contributions de tel ou tel acteur dans le processus de libération.

Evidemment, la question que tout le monde se pose, Monsieur le président, est de savoir si une rançon a été payée et par qui, bien sûr.

Je pense que ce dont il faut se réjouir c'est que ces otages, qui ont passé de dures épreuves, qui sont restés pendant des mois isolés, loin de leurs familles, aujourd'hui ces otages sont en liberté.

Quelles ont été les heures les plus difficiles depuis le mois de juin dernier ? Ce sont les premières heures ou les dernières heures ? Est-ce qu'au dernier moment encore, vous avez craint que tout puisse échouer ?

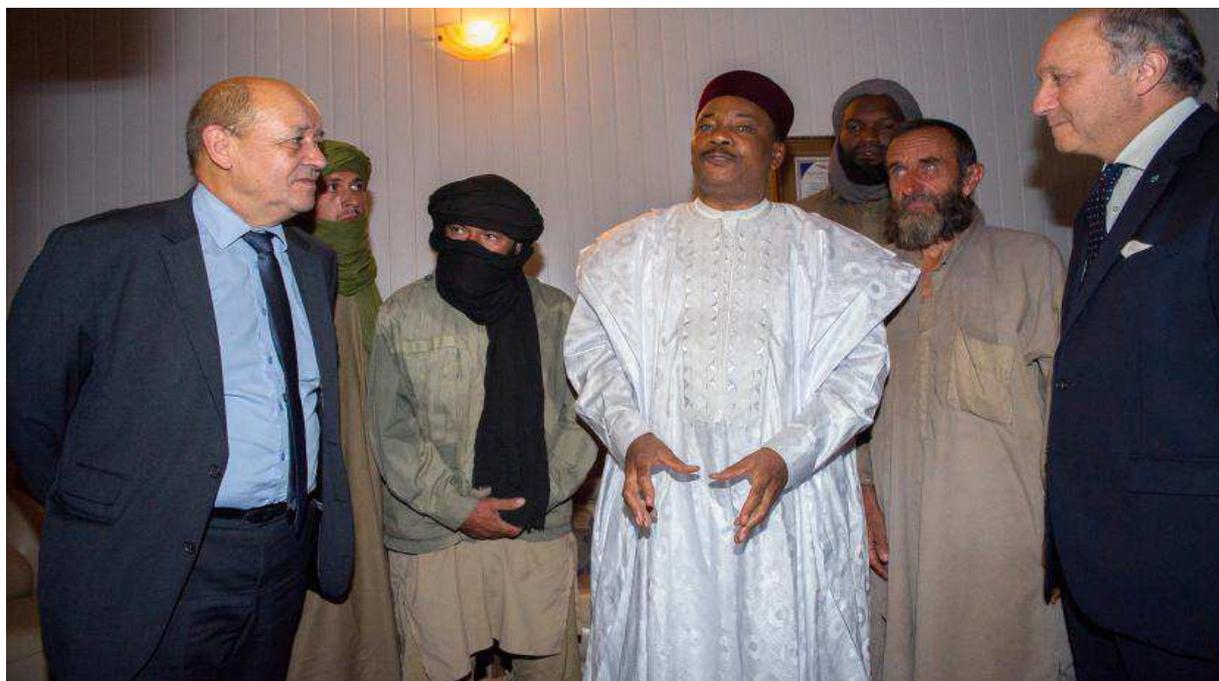
Non, j'ai toujours été optimiste, comme je vous l'ai indiqué. Cet optimisme qui a fait qu'on n'a jamais baissé les bras, on a pu maintenir la pression et on a pu obtenir la libération.

Et vous étiez en ligne très régulièrement avec François Hollande ? Peut-être tous les jours ou tous les deux jours, ces derniers temps ?

En tout cas j'ai noté la détermination du président Hollande dans le traitement de cette affaire, et j'étais comme je l'ai dit, en relation étroite avec lui tout au long du processus.

Monsieur le président, vous êtes soulagé ce soir.

Je suis totalement soulagé.



De gauche à droite, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, le président du Niger, Mahamadou Issoufou et le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avec, en arrière plan, les quatre ex-otages français, le 29 octobre 2013 à Niamey (Niger). (ECPAD / AFP)

Hollande annonce la libération des quatre otages enlevés en 2010 au Niger

François Hollande a remercié le président nigérien pour cette libération et rappelé qu'il restait sept otages français dans le monde.

Par Francetv info avec AFP 29/10/2013, 18:40

François Hollande a annoncé, mardi 29 octobre à Bratislava (Slovaquie) la libération des quatre otages français enlevés le 16 septembre 2010 à Arlit, au Niger. Le président de la République a également remercié son homologue nigérien, Mahamadou Issoufou, "*qui a réussi à obtenir la libération*" des otages.

Les ministres Laurent Fabius (Affaires étrangères) et Jean-Yves Le Drian (Défense) "*sont partis pour Niamey*", a ajouté François Hollande. Les quatre Français, Daniel Larribe, Marc Féret, Thierry Dol et Pierre Legrand avaient été enlevés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Le président a tenu à rappeler que sept otages étaient encore retenus dans le monde (deux au Sahel, un au Nigeria, quatre en Syrie). Il leur a adressé un simple message : "*Ne perdez pas espoir, ne perdez jamais espoir et la République est là, toujours solidaire.*"

Note : Avant son discours, le président a appelé les familles des otages en personne. "*J'ai tenu à les prévenir dès que j'ai connu la nouvelle.*" Soulignant "*les trois ans d'épreuve pour ces ressortissants français, détenus par des geôliers sans scrupule*", le chef de l'Etat a également insisté sur les "*trois ans de souffrance pour les familles*".